

Déclaration Balfour ne saurait les satisfaire, comme l'a indiqué M. Fleming. Vint ensuite l'époque où le Comité anglo-américain présenta son rapport, et les deux parties furent mécontentes. Tout le monde était au moins assez intelligent pour savoir qu'il en serait ainsi. Les Arabes y étaient certainement opposés et les Juifs de même, mais n'est-il pas vrai qu'à la suite des événements qui sont allés de mal en pis, etc., nous en sommes maintenant arrivés au point où le problème en jeu est la question des 100,000 Juifs?

M. GARBER: La principale question.

M. KNOWLES: Et bien qu'il puisse y avoir d'autres questions à régler par la suite, on mettrait immédiatement fin à l'agitation et au sentiment général de trahison qui existe actuellement en laissant entrer ces 100,000 Juifs?

M. GARBER: Cela soulagerait considérablement le malaise politique et porterait secours à 100,000 personnes désespérées.

M. LOW: Si cela pouvait se faire pacifiquement.

M. GARBER: Oui.

M. FLEMING: En disant que c'est le principal problème, je crois que M. Knowles veut dire que c'est le principal problème pour le moment. Cela ne résoudre pas la question de longue portée qui est de savoir si la Palestine sera un Etat national juif au sens politique du terme. C'est simplement le problème qui presse le plus.

Le PRÉSIDENT: Faites-vous une distinction entre un Etat national et un Etat politique?

M. FLEMING: Je cherche à vous faire bien comprendre que pendant quelques années il y a eu beaucoup de discussion au sujet du mot "national" qui figure dans la Déclaration Balfour, parce que les Juifs en général concluaient qu'il comportait l'établissement d'un Etat politique israélite dans lequel la souveraineté serait dévolue aux Juifs qui l'habiteraient. Cela a toujours soulevé le problème de la transmission de la souveraineté. Comme nous le savons tous, il y a eu de longs débats sur la bonne interprétation du mot "national" contenu dans la Déclaration Balfour. Tous ce que je veux faire ressortir en ce moment, c'est que tout en atténuant le tirage, comme l'a dit M. Garber, l'admission de 100,000 Juifs d'Europe en Palestine où ils trouveraient refuge, laisse sans solution la question de la création d'un Etat politique national en Palestine.

M. GARBER: Sauf que l'on pourrait peut-être trouver une certaine formule au moyen d'un partage. Je tiens à vous rappeler que toute la question de l'Etat juif n'a fait réellement sa trouée que depuis 1942, par suite de la conférence qui a eu lieu à l'hôtel Biltmore, à New-York, et que l'on désigne sous le nom de programme Biltmore. Avant cela, nous n'insistions pas trop sur la question d'Etat, car nous avons des idées assez démocratiques pour comprendre que nous ne pouvons pas nous attendre à la création d'un Etat quand les Juifs ne forment qu'une minorité de la population. Nous nous sommes toujours rendu compte qu'il nous faut d'abord devenir une majorité; voilà pourquoi nous appuyons sur l'importance d'y faire entrer des gens; mais nous savons bien qu'il n'y aura pas d'Etat juif avant que nous formions une majorité.

M. LÉGER: Quel est le nombre des Arabes et des Juifs en Palestine?

M. GARBER: Environ 1,200,000 Arabes et 600,000 Juifs.

M. MOWAT: Il est dit dans le Livre blanc que la proportion doit toujours être de deux Arabes à un Juif. Je voudrais ajouter aux paroles de M. Garber que l'attitude de la Société des Nations, de la Grande-Bretagne et du mandat à l'égard des Juifs du monde entier était que s'ils réussissaient à coloniser la Palestine ils auraient l'occasion d'y devenir un Etat. En d'autres termes, on leur a dit: si vous pouvez acquérir le statut d'Etat en Palestine par la façon dont vous la coloniserez et la mettrez en valeur, c'est à vous de le faire. Il y avait 55,000 Juifs en Palestine en 1917. Supposons que 10,000 Juifs seulement